Rapport de synthèse | 29e FSS Security Talk

«Posture – la volonté ne suffit plus »

Mots de Bienvenue

Divisionnaire (lib) Claude Meier, Président de l'Association de la Revue Militaire Suisse (ARMS) & Président du Centre d'Histoire et de Prospective Militaire (CHPM)

Le divisionnaire (lib) Claude Meier a souhaité la bienvenue aux participants du 29e Security Talk de la FSS – première manifestation du FORUM SÉCURITÉ SUISSE en Romandie. En guise d'introduction, il a relevé trois aspects essentiels de la notion de « posture » en matière de sécurité.

Premièrement, la situation géostratégique et sécuritaire a radicalement changé, sans que ce constat ait encore été assimilé par l'ensemble de la société. La guerre sur le continent européen, les menaces hybrides, la désinformation, les cyberattaques et les tensions géopolitiques croissantes posent également de nouveaux défis à la Suisse.

Deuxièmement, il est illusoire de croire que la sécurité et la stabilité sont garanties à long terme. La sécurité se construit et exige un travail constant. Une protection intégrale n'est plus possible dans un monde interconnecté et, de ce fait, vulnérable.

Troisièmement, ce qui est déterminant, selon Meier, c'est la capacité de l'État, de l'économie et de la société à surmonter les crises, à rester opérationnels et à tenir dans la durée. Cela nécessite non seulement des structures et des infrastructures robustes et résilientes, mais aussi un changement de mentalité au sein de la société : « Il faut passer d'une culture où tout est considéré comme acquis à une culture de responsabilité individuelle et de capacité de défense. »

Exposé introductif

Dr Alexandre Vautravers, Directeur scientifique du Centre d'Histoire et de Prospective Militaires (CHPM)

Le Dr Alexandre Vautravers a ouvert son exposé par une analogie entre la santé et la sécurité. Tant que tout va bien, ces questions paraissent secondaires et les décisions peuvent être remises à plus tard. Mais dès qu'un événement survient, les priorités changent du tout au tout et des détails jusque-là insignifiants deviennent déterminants. La sécurité, pas plus que la santé, ne peut être considérée comme acquise : « La sécurité n'est jamais acquise. » L'idée d'une paix garantie durablement relève de l'illusion.

Selon le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), il existe plus de 120 conflits armés à travers le monde. Leurs répercussions directes et indirectes touchent en définitive l'ensemble de la population mondiale. Vautravers a souligné un contraste fondamental dans la perception de la guerre et de la paix : alors qu'une génération a grandi en Suisse pour laquelle la guerre reste largement abstraite, il existe ailleurs des générations qui n'ont connu que la guerre et qui peinent, à leur tour, à imaginer ce qu'est la paix.

Ce qui se joue dans la guerre en Ukraine, c'est en définitive la crédibilité de l'ordre international fondé sur le droit. Après l'éclatement de l'Union soviétique, l'Ukraine a renoncé à ses armes nucléaires en échange de garanties de sécurité. La perte de confiance dans ces garanties pourrait avoir de graves conséquences stratégiques. Vautravers estime que, dans les cinq à vingt prochaines années, de nombreux autres États pourraient développer des armes nucléaires pour se prémunir contre des attaques militaires.

Les dividendes de la paix des années 1990 et 2000 ont donné naissance en Europe à des « armées bonsaï ». Vautravers a illustré cette évolution par l'image du bonsaï : « À la fin, vous avez la même forme que l'arbre. Mais vous n'avez pas l'ombre et vous n'avez certainement pas les fruits. » Ces armées disposent nominalement d'une multitude de capacités militaires, mais manquent, en cas d'engagement, de masse, de capacités effectives et d'endurance. À travers l'exemple de la Suède, Vautravers a mis en évidence le décalage entre la rapidité avec laquelle les capacités militaires ont été démantelées et le temps nécessaire pour les reconstituer. Alors que la Suède avait réduit en trois ans son armée de 82 à sept bataillons mobilisables, il faut aujourd'hui une dizaine d'années pour constituer une seule brigade supplémentaire. Les instructeurs, les places d'instruction et les simulateurs font notamment défaut.

Vautravers s'est également inquiété de l'écart croissant entre les dépenses de défense de la Suisse et celles de ses partenaires européens. Alors que les États membres de l'OTAN entendent consacrer 5 % de leur produit intérieur brut (PIB) à la défense et aux dépenses liées à la sécurité d'ici à 2035, la Suisse ne vise que 1 % d'ici à 2032. Cet écart soulève aussi la question de la capacité à coopérer à l'avenir. Vautravers a établi un parallèle avec la situation de la Suisse dans les années 1930 : malgré la mobilisation de moyens financiers considérables, l'évolution géopolitique n'avait plus permis d'acquérir et de rendre opérationnels à temps des chars et des avions dont le pays avait un besoin urgent.

Que signifie, dans ce contexte, une « posture » crédible en matière de sécurité ? La distinction nette entre guerre et paix n'existe plus : « Il n'y a plus de situation de guerre. Il n'y a plus de situation de paix. Il n'y a plus de frontière entre l'un et l'autre. » On évolue plutôt dans un continuum où la compétition peut déboucher sur la rivalité, la rivalité sur la confrontation et celle-ci sur la guerre – sans déclaration formelle de guerre. Vautravers a rappelé à cet égard la pensée de Clausewitz, selon laquelle la guerre est la continuation de la politique, de la rivalité et du choc des puissances par d'autres moyens.

C'est dans ce contexte qu'il convient également de comprendre la guerre hybride. Vautravers en a expliqué les différentes origines conceptuelles aux États-Unis et en Russie. La conception russe repose notamment sur l'idée de contrer la supériorité militaire occidentale par le recours ciblé à des moyens non militaires. La guerre hybride vise ainsi à atteindre des objectifs politiques et militaires au moyen d'un large éventail d'instruments.

La guerre hybride constitue désormais une réalité statistique, comme en témoigne le recensement systématique des incidents de ce type en Europe. Dans certains pays, les centres

commerciaux sont pris pour cible ; dans d'autres, ce sont les infrastructures de transport ou d'énergie, ainsi que les usines d'armement et de munitions. La diversité des cibles laisse penser que les forces et les faiblesses propres à chaque pays sont analysées et exploitées de manière ciblée afin de produire un effet déterminé.

En conclusion, Vautravers a esquissé trois scénarios d'évolution de la guerre en Ukraine : premièrement, un gel du conflit, qui pourrait encore occuper l'Europe pendant des décennies ; deuxièmement, une intensification des affrontements militaires, scénario qu'il juge le moins probable compte tenu des perspectives limitées d'obtenir un effet décisif par l'emploi de missiles et de drones supplémentaires ; troisièmement, une extension géographique du conflit au-delà de l'Ukraine. Il a expressément distingué intensification et extension : « Je n'ai pas dit l'intensification du conflit, mais l'extension du conflit. » Il a laissé à l'imagination de l'auditoire le soin d'envisager ce que cela pourrait signifier.

Brève intervention
Divisionnaire Raynald Droz, Commandant de la division territoriale 1, Armée suisse

Le divisionnaire Raynald Droz a commencé par évoquer l'image d'un soldat qui prend son service. Par son comportement, celui-ci répond déjà à une question fondamentale : « Peut-on compter sur lui ? » Cette question vaut tout autant pour une formation, un état-major ou l'armée entière et se trouve au cœur de la posture militaire : « C'est la cohérence entre ce que nous affirmons, ce que nous préparons et ce que nous sommes réellement capables d'accomplir. » La volonté de défendre son pays, de protéger sa population et de préserver sa liberté demeure indispensable, mais ne suffit pas. C'est la transformation de cette volonté en capacité d'action réelle et disponible dans la durée qui donne à la posture sa crédibilité.

L'armée a encore la chance de pouvoir s'entraîner, a souligné Droz. Cette chance implique toutefois une responsabilité considérable : il faut utiliser le temps disponible pour éprouver les capacités et corriger les insuffisances. La préparation ne devient crédible que lorsque l'on accepte de mesurer ses capacités à la difficulté de la mission. Cela demande du courage aux cadres – celui de fixer des exigences, de reconnaître les lacunes et d'en exiger la correction.

La fiabilité se construit dès les gestes simples et par la discipline quotidienne. Cette dernière doit toutefois aller de pair avec l'initiative : « Une armée fiable est donc une armée dans laquelle chacun sait ce qu'il doit accomplir, pourquoi il doit l'accomplir et quelle responsabilité lui revient. » Cette fiabilité produit deux effets essentiels : la confiance et la dissuasion. La population doit pouvoir compter sur son armée, tandis qu'un adversaire potentiel doit intégrer dans son calcul les capacités réelles et la détermination de celle-ci.

La crédibilité de la posture militaire dépend également dans une large mesure des partenaires civils. Les interfaces entre l'armée, les autorités et l'économie sont donc déterminantes. Les responsabilités, les prestations et les priorités doivent être définies ensemble et faire l'objet d'exercices avant la crise. La résilience nationale prend forme lorsque chacun connaît sa responsabilité et se prépare à l'assumer, y compris lorsque les conditions deviennent difficiles.

Une posture militaire, mais aussi sécuritaire, crédible repose en définitive sur trois engagements : être prêt, être fiable et être capable de durer. Droz a conclu par un appel à la responsabilité individuelle : « Je connais mes responsabilités, je m'y prépare et on peut compter sur moi. »

Brève intervention
Christoph Gerber, General Manager, ELCASecurity & Président du Groupe romand pour le matériel de Défense et de Sécurité (GRPM)

Christoph Gerber a ouvert son intervention en évoquant deux douaniers suisses d'un ancien spot publicitaire, qui s'étonnaient qu'il ne se passe jamais rien alors que, derrière leur dos, des marchandises franchissaient la frontière en contrebande. La situation actuelle lui rappelle cette image : la population dans son ensemble n'est pas encore suffisamment consciente des menaces actuelles.

Dans le domaine de la cybersécurité, la guerre hybride est déjà une réalité : « Ce n'est plus une menace probable. C'est ce qu'on vit au quotidien. » Il n'est pratiquement plus possible de distinguer clairement les cybercriminels, les activistes et les acteurs étatiques. Des infrastructures critiques suisses sont ainsi elles aussi attaquées par des groupes cybercriminels dont les activités sont tolérées par des États.

Le lien croissant entre le monde numérique et le monde physique est particulièrement préoccupant. Les cyberattaques ne visent plus seulement à dérober des données ou à paralyser des systèmes, mais à en modifier délibérément le comportement. Gerber a évoqué la manipulation du système de réfrigération de poches de sang dans un laboratoire français. Dans les réseaux interconnectés de distribution d'énergie, même des terminaux privés pourraient constituer indirectement une porte d'entrée pour des attaques contre des infrastructures critiques.

La réponse réside dans le principe militaire de la défense en profondeur. Celle-ci commence par la sensibilisation et la formation de la population. Il importe également de connaître les activités de l'adversaire, d'identifier les signaux faibles et d'anticiper les menaces. Or, c'est précisément à ce niveau que l'échange d'informations entre le secteur privé et l'État fait défaut.

Face à la course actuelle aux armements technologiques, soutenue par les États, Gerber a lui aussi établi un parallèle avec 1936. Une dissuasion crédible suppose des capacités réelles. Dans l'esprit de l'ancienne défense générale, il faut donc disposer d'une industrie nationale performante. En situation de crise, les frontières se ferment et les échanges deviennent plus difficiles : « Ça ne suffit plus de faire marcher la planche à billets. Il faut avoir des éléments de troc. »

Gerber regrette que la Stratégie de politique de sécurité 2026 n'accorde pas une importance suffisante à l'industrie nationale. Sans capacités industrielles propres, la Suisse risque, en cas

de crise, de se retrouver dans une situation de dépendance qui pourrait lui être fatale : « Le jour où notre armée aura besoin de son industrie, à ce moment-là, il faudra juste prier pour que les États amis ou voisins ou alliés nous aident. »

Brève intervention
Aude Pugin, CEO, APCO Technologies & Vice-présidente de la Commission fédérale pour les affaires spatiales (CFAS)

Aude Pugin a placé au cœur de son intervention l'importance stratégique du spatial et sa dualité – ses applications tant civiles que militaires. L'industrie spatiale suisse dispose de compétences clés tout au long de la chaîne de valeur, qui contribuent de manière substantielle à l'autonomie stratégique du pays.

Le spatial est devenu une infrastructure critique : « Le spatial, c'est le chemin de fer du 21e siècle. » De même que le chemin de fer transportait autrefois des biens, le spatial transporte aujourd'hui de l'information, dont nos économies et nos sociétés dépendent largement. Une dégradation des services spatiaux aurait des conséquences considérables sur les systèmes de navigation, de synchronisation et de communication. Les infrastructures spatiales sont également indispensables aux armées modernes – du renseignement par imagerie satellite et de l'alerte stratégique précoce aux communications sécurisées, en passant par le commandement et le ciblage.

Face aux tensions géopolitiques croissantes, l'autonomie stratégique de l'Europe gagne en importance : « Les alliances d'hier ne sont plus celles de demain. » Même l'accès à l'espace actuellement assuré par des prestataires privés américains comme SpaceX ne peut plus être considéré comme acquis. La coopération européenne est donc d'autant plus importante pour développer des capacités spatiales propres, tant pour un accès autonome à l'espace que pour des infrastructures spatiales souveraines. Pugin a cité des projets tels que le lanceur européen Ariane 6, l'avion spatial réutilisable VORTEX ou encore le consortium ALPSTAR, proposé et piloté par la Suisse. De tels projets de coopération renforcent l'autonomie stratégique des États participants et offrent à l'industrie suisse la possibilité de jouer un rôle majeur.

La construction d'une infrastructure spatiale autonome est coûteuse, ambitieuse et exige d'importants moyens technologiques. Elle ne pourra donc se réaliser que par la coopération avec les partenaires européens et avec une forte implication de l'industrie. La coopération internationale est précisément au service de notre propre autonomie stratégique. Pugin a également souligné les retombées économiques de tels investissements : « Beaucoup de programmes de défense ont aussi permis de créer des capacités industrielles et économiques qui servent non seulement pour la défense du pays, mais aussi pour la prospérité de notre pays. »

Table ronde

Lors de la table ronde finale, animée par le divisionnaire (lib) Claude Meier et Fredy Müller, directeur du FORUM SÉCURITÉ SUISSE, le divisionnaire Raynald Droz, Christoph Gerber et Aude Pugin ont débattu avec la conseillère nationale Isabelle Chappuis (Le Centre, VD), membre de la Commission de la politique de sécurité du Conseil national (CPS-N) et présidente de la Fédération suisse de protection civile (FSPC), des conditions nécessaires à une Suisse résiliente et capable d'agir, ainsi que de la construction d'une posture crédible en matière de sécurité.

Dans sa lecture politique des exposés précédents, Isabelle Chappuis a d'abord souligné un constat essentiel : la paix n'est pas l'état naturel de l'histoire ; elle est fragile et doit être préservée. La sécurité ne saurait être simplement déléguée à l'armée, elle est l'affaire de tous. La prise de conscience des dangers demeure toutefois insuffisante, y compris dans les débats politiques à Berne. Durant la pandémie de Covid-19, on a beaucoup parlé de « Business Continuity ». Il faut aujourd'hui réfléchir à la continuité de l'État. À la logique du « Just-in-Time » doit succéder une préparation dans l'esprit du « Just-in-Case ».

Face aux nouvelles formes d'attaque, de nouvelles approches de défense s'imposent. La « Situational Awareness », à laquelle le spatial contribue de manière essentielle, est déterminante. Chappuis a critiqué à cet égard la décision du Conseil fédéral de renoncer provisoirement, pour des raisons d'économies, à participer au programme européen d'observation de la Terre Copernicus. Si cette décision permet d'économiser 36 millions de francs, elle prive l'économie suisse, selon le Conseil fédéral, de 51 millions de francs.

<u>Renforcement des capacités de défense</u>

Fredy Müller est d'abord revenu sur les propos du divisionnaire Droz concernant la responsabilité commune et les interfaces éprouvées entre les acteurs de la sécurité. La Suisse est-elle sur la bonne voie à cet égard ?

Droz a souligné que l'armée connaît très précisément ses capacités, mais aussi ses limites. Il ne s'agit pas aujourd'hui de renforcer uniquement l'armée, mais la sécurité dans son ensemble, en conjuguant les capacités de tous les acteurs de la sécurité. Il a cité comme exemple positif la préparation de l'engagement militaire « Colibri » dans le cadre du sommet du G7, durant laquelle l'armée et les polices cantonales de Genève, de Vaud et du Valais ont joué ensemble différents scénarios de menace lors d'un « wargame ». Le développement de la confiance mutuelle a été déterminant, tout comme la volonté de reconnaître ses propres lacunes capacitaires et de solliciter le soutien des autres partenaires. Le manque de ressources contraint en quelque sorte les acteurs de la sécurité à conjuguer leurs capacités et leurs effets.

Au regard des expériences dramatiques vécues en Ukraine, Fredy Müller a demandé à Isabelle Chappuis, présidente de la Fédération suisse de protection civile, si la protection civile et les services de secours suisses étaient suffisamment préparés. Isabelle Chappuis a rappelé que la protection civile suisse avait fait ses preuves à plusieurs reprises dans la gestion de

catastrophes, notamment à Blatten ou à Crans-Montana. Elle n'est toutefois pas préparée à une situation de guerre. Contrairement à une catastrophe limitée dans le temps, c'est alors la capacité à tenir dans la durée qui est déterminante. Alors que dans les années 1990, on visait encore un effectif de plus de 500 000 membres de la protection civile, on en compte aujourd'hui à peine 50 000.

Interrogée par Claude Meier sur les mesures concrètes permettant de reconstituer les effectifs nécessaires, Chappuis a évoqué les adaptations déjà intervenues des lois sur la protection civile et le service civil, ainsi que les travaux relatifs à un nouveau système d'obligation de servir. Le processus démocratique prend toutefois du temps, alors que les crises s'accélèrent.

Protection des infrastructures critiques et résilience économique

Meier a ensuite orienté la discussion vers la vulnérabilité des infrastructures critiques, notamment de l'approvisionnement énergétique.

Aude Pugin a rappelé les répercussions de la pandémie de Covid-19 et de la guerre en Ukraine sur les chaînes d'approvisionnement internationales et les prix des matières premières. La pandémie a marqué la fin des chaînes d'approvisionnement « On-Demand-Low-Cost ». La résilience et l'autonomie stratégique sont devenues des notions clés pour l'industrie. Il importe de déterminer quels biens et quelles ressources revêtent une importance stratégique et doivent être accessibles en tout temps. L'approvisionnement énergétique joue à cet égard un rôle particulier. Alors que la renaissance du nucléaire se justifiait initialement surtout par des considérations climatiques, la question de disposer de capacités énergétiques suffisantes passe désormais au premier plan.

Gerber a ajouté que, dans de nombreux domaines, on continue à appliquer les principes de la logistique du temps de paix. Celle-ci atteint toutefois rapidement ses limites en situation de crise. L'interdépendance entre numérisation et approvisionnement énergétique crée notamment des vulnérabilités considérables. Comme dans le sport, il faut s'entraîner régulièrement à la gestion des crises. Une simulation de panne électrique révèle rapidement la capacité d'action réelle d'une organisation, la durée de ses réserves de carburant et le bon fonctionnement de ses groupes électrogènes de secours. On dispose aujourd'hui d'un système qui fonctionne à merveille par beau temps, mais on n'est pas encore suffisamment disposé à se préparer aux situations difficiles et à s'y exercer.

Interrogé sur les défis correspondants pour l'armée, Droz a d'abord évoqué le manque de réserves, notamment de munitions et d'armes. Il faut désormais les reconstituer au plus mauvais moment, alors que la demande internationale est particulièrement forte et que la Suisse, qui ne fait pas partie de l'OTAN, est désavantagée en matière d'acquisitions.

La protection des infrastructures critiques se heurte elle aussi à un décalage considérable entre le nombre d'objets à protéger et les forces disponibles. Une protection intégrale est tout simplement impossible. Toute planification soulève donc une question essentielle à laquelle

personne ne souhaite répondre : celle des priorités. Alors que l'on s'est longtemps concentré principalement sur des scénarios de catastrophe, il est désormais possible de discuter également de scénarios de défense avec les différents partenaires.

Meier a ensuite abordé la responsabilité des exploitants d'infrastructures critiques. Droz a décrit les difficultés de collaboration avec des exploitants étrangers qui refusent parfois à l'armée l'accès à leurs plans de sécurité. Parallèlement, même des vulnérabilités identifiées subsistent parfois durant des années. La responsabilité de la protection incombe en premier lieu aux exploitants, mais il s'agit en définitive aussi d'une tâche commune. Les moyens disponibles de la police et de l'armée ne suffisent toutefois pas à protéger intégralement toutes les infrastructures critiques.

En se référant au livre de Chappuis « Notre liberté de penser », Müller a ensuite abordé les menaces numériques qui pèsent sur l'économie, la société et la démocratie. Chappuis a relevé une lacune fondamentale dans l'approvisionnement économique du pays : alors que les besoins en énergie sont définis en kilowattheures et les besoins alimentaires en kilocalories, il n'existe pas de critères comparables pour l'approvisionnement numérique. La dépendance numérique vis-à-vis de l'étranger est préoccupante, d'autant que les systèmes numériques influencent non seulement le fonctionnement de la société, mais aussi la perception et la pensée humaines. Elle a également critiqué le fait que l'appel d'offres pour le Swiss Government Cloud soit orienté vers les grands groupes technologiques internationaux, alors que la Suisse dispose elle aussi des compétences nécessaires.

Müller a demandé à Gerber si la Suisse était désormais suffisamment bien préparée avec la création de l'Office fédéral de la cybersécurité (OFCS) et du commandement Cyber. Gerber a reconnu les progrès considérables accomplis ces dernières années. Il manque toutefois encore le « last mile », notamment les ressources financières et humaines nécessaires à la mise en œuvre opérationnelle. Par analogie avec les réserves obligatoires de biens vitaux, il faut aussi réfléchir à des réserves numériques, par exemple à des capacités à maintenir disponibles dans les centres de données ou à des réserves de processeurs graphiques (GPU).

Pugin a ajouté qu'outre les investissements de l'État, des investissements considérables sont aussi nécessaires de la part des entreprises. À l'exemple d'APCO Technologies, elle a montré comment des normes de sécurité de l'information, des tests d'intrusion réguliers, des campagnes de phishing et des formations permettent de développer une culture de la sécurité au sein d'une entreprise. Il est essentiel de rappeler constamment même les règles de comportement qui paraissent aller de soi.

Interrogée par Müller sur l'acceptation de telles mesures par le personnel, Pugin a relevé que la cybersécurité suscite de la compréhension, notamment en raison de l'utilisation des technologies numériques à titre privé. Elle a toutefois mis en garde contre une réglementation excessive. La gestion des nouveaux défis mobilise déjà des ressources humaines et financières considérables dans les entreprises. Les réglementations devraient donc s'appuyer sur le savoir des spécialistes du domaine.

Renforcement de la résilience de la société

Dans le troisième volet de la discussion, Meier a soulevé la question de la prise de conscience des dangers au sein de la population et de sa préparation à d'éventuelles crises.

Chappuis a de nouveau évoqué les nombreuses très petites entreprises qui n'ont aucun plan d'urgence en cas de panne électrique ou de cyberattaque. Compte tenu de leurs défis quotidiens, cela est compréhensible, mais néanmoins problématique : « Notre économie est une infrastructure critique. » Au sein de la population également, la compréhension des enjeux de sécurité varie considérablement. On en est encore à une phase de prise de conscience.

Droz a ensuite évoqué la « zone de confort » dans laquelle se trouve la Suisse. La population s'est habituée à un niveau exceptionnel de qualité et d'approvisionnement. Une brève coupure de courant ou une restriction temporaire du confort habituel est vite perçue comme un scandale. Or, en situation de crise, il s'agit d'abord d'assurer un approvisionnement minimal : « Le minimum et pas le maximum. » La résilience consiste ensuite à revenir le plus rapidement possible au niveau initial. La volonté des jeunes militaires d'assumer leurs responsabilités et de s'exposer personnellement au danger en cas de nécessité est en revanche encourageante.

Müller a enfin soulevé la question de la préparation individuelle aux crises. Les personnes qui constituent des réserves d'urgence ou prennent d'autres dispositions pour se préparer à d'éventuelles crises sont parfois tournées en dérision et qualifiées de « preppers ».

Chappuis a évoqué un article de presse dans lequel elle avait été qualifiée de « Prepperin » de la nation. Il ne s'agit toutefois nullement pour elle de stratégies de survie de loups solitaires, mais de la capacité de la société à tenir de manière autonome pendant une ou deux semaines. En situation de crise, les organisations de sécurité ont elles aussi besoin de temps pour se mettre en place. Une population préparée donne ce temps à la police, à la protection civile et à l'armée. Un minimum de préparation individuelle n'est ni particulièrement coûteux ni excessif, mais relève de la responsabilité de chaque citoyenne et de chaque citoyen.

Questions de l'audience

Le public a ensuite eu la possibilité d'adresser ses questions aux participants. Les échanges ont principalement porté sur l'évolution de la défense générale, la manière de faire face à la guerre cognitive et la sensibilisation de la population.

Interrogé sur une défense générale adaptée aux défis actuels, Droz a expliqué que la situation en matière de sécurité, malgré toutes les lacunes existantes, constitue aussi une chance. Contrairement à la période précédant la guerre en Ukraine, on dispose aujourd'hui de scénarios de menace réalistes et des arguments correspondants. Il faut mettre à profit le temps qui nous sépare de l'arrivée de nouveaux moyens pour se préparer mentalement et physiquement : « Et avant, on prépare les têtes, les cœurs et les corps. »

Chappuis a ajouté que ce n'est pas seulement l'armée, mais l'ensemble de la société qui doit se préparer. Alors que différents pays européens, notamment nordiques, préparent déjà leur population aux situations de crise et de guerre au moyen de brochures d'information, la Suisse discute depuis des mois de la mise en place d'une telle brochure. Il ne s'agit pas de faire peur, mais d'assumer ses responsabilités et d'informer la population.

S'agissant de la guerre cognitive, Chappuis a notamment évoqué la diffusion ciblée de fausses informations et l'altération de la perception humaine au moyen des réseaux sociaux et de l'intelligence artificielle : « C'est une guerre invisible avec des armes invisibles et des victimes qui ne sont pas conscientes d'être des victimes. » La démocratie directe offre à cet égard une surface d'attaque particulièrement importante. Il est donc d'autant plus essentiel d'enseigner une forme d'« Intellectual Self-Defense » – à l'école, dans l'armée et dans les entreprises.

Gerber a ajouté que la dimension géopolitique de la course technologique à l'intelligence artificielle est encore à peine perçue par la population. Alors que des applications numériques comme ChatGPT font désormais partie du quotidien, on ne mesure pas suffisamment les objectifs stratégiques que poursuivent les grandes puissances en soutenant leur industrie technologique et en aspirant à une position dominante dans le domaine de l'intelligence artificielle. Gerber doute que la population soit suffisamment préparée aux évolutions à venir. À l'instar des vastes campagnes de prévention dans le domaine de la santé, il faudrait donc des campagnes ciblées de sensibilisation dans le domaine numérique.

Interrogée sur la manière de sensibiliser davantage la population à la nécessité de se préparer aux crises, Pugin s'est montrée prudemment optimiste. Le verre n'est pas seulement à moitié vide, mais aussi à moitié plein : les questions de défense rencontrent une ouverture et une acceptation croissantes, tant dans la politique que dans l'économie. L'industrie doit également avoir le courage de rendre plus visible sa contribution à la sécurité et à la défense. Il est essentiel de porter le débat sur la sécurité au-delà du cercle des convaincus : « Nous devons toutes et tous avoir le courage de porter ces propos là où les gens sont un peu moins convaincus. »

Droz a ajouté que la polarisation croissante, tant dans la politique que dans la société, rend le débat constructif difficile. Les discussions tendent de plus en plus à disqualifier les arguments de la partie adverse plutôt qu'à les examiner sérieusement. Il manque de la pondération et une volonté de laisser une place à d'autres points de vue. Cette myopie tient toutefois aussi au système : les changements de responsables politiques conduisent à rediscuter sans cesse, depuis des décennies, les questions fondamentales relatives à l'orientation et à la finalité de l'armée. Il est donc réjouissant que la direction du département demande désormais davantage de résultats concrets plutôt que de nouveaux documents conceptuels. Le système actuel fonctionne certes dans son principe, mais il est souvent trop lourd pour permettre de réagir à temps à une crise.

Dernier tour de table

Pour conclure la table ronde, Claude Meier a demandé aux quatre participants d'indiquer brièvement ce qui les préoccupait le plus dans la situation sécuritaire actuelle et ce qui les rendait malgré tout optimistes.

Droz s'est dit préoccupé par l'érosion de la confiance dans différents instruments de sécurité, y compris l'armée. Il ne faut toutefois pas oublier : « L'armée, c'est d'abord la population, c'est d'abord la milice, c'est d'abord ces jeunes femmes et ces jeunes hommes qui s'engagent. » Ce sont précisément les échanges avec les jeunes militaires qui le rendent optimiste. Il constate chez eux une compréhension croissante de la situation sécuritaire et une véritable volonté d'apporter leur contribution à la sécurité du pays.

Gerber a mis en avant le bon fonctionnement du système éducatif, toutes appartenances sociales et politiques confondues, ainsi que le sens civique prononcé, comme des atouts particuliers de la Suisse. Ce qui le préoccupe d'autant plus, c'est que l'on ait parfois honte, en Suisse, d'exprimer ce sens civique au lieu d'y voir un atout du pays.

Pugin s'inquiète surtout du risque d'être prise de court par une crise, faute de préparation. Ce qui la rassure, en revanche, ce sont les capacités technologiques, industrielles et humaines dont dispose la Suisse pour réagir rapidement. Sa propre expérience du risque de crue du Rhône lui a montré quelles forces et quels moyens peuvent être mobilisés lorsque la menace devient tangible. D'où l'importance d'une prise de conscience précoce des risques existants.

Chappuis a mis en garde contre l'idée répandue selon laquelle le futur serait une simple projection linéaire du présent. Il faut également envisager des bouleversements fondamentaux sur les plans technologique, sociétal et sécuritaire. Ce qui lui donne de l'espoir, en revanche, c'est le besoin d'appartenance qui se manifeste à nouveau. « Les réseaux sociaux n'ont de social que le nom. » Après une véritable « pandémie de solitude », elle constate un regain de volonté de s'engager dans la société – une évolution qui bénéficie également à la sécurité du pays.

En conclusion, Claude Meier est revenu sur la conception globale de la politique de sécurité. Il s'agit avant tout de sauvegarder une capacité d'action qui permette, en situation de crise, non seulement de réagir, mais aussi d'agir. Cela suppose une action concertée dans tous les domaines politiques et avec tous les instruments qui concourent à la sécurité.

Un élément essentiel reste toutefois insuffisamment pris en compte dans le débat sur la sécurité, y compris dans la Stratégie de politique de sécurité 2026 : l'être humain, la population. Meier a donc invité les participants à porter le débat sur la politique de sécurité également dans leur entourage. Car, en définitive : « C'est ensemble qu'on y arrivera et pas autrement. »